

LOIS, ARRÊTÉS ROYAUX ET ACTES DU GOUVERNEMENT.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

11 MARS 1954.

Loi relative au patrimoine des universités (1).

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Les articles 2 et 3 de la loi du 5 juillet 1920 accordant la personnalité civile aux universités de l'Etat à Gand et à Liège sont remplacés par le texte suivant :

« Art. 2. Ces universités peuvent posséder en propriété ou autrement les immeubles nécessaires à l'accomplissement de leur mission. Elles peuvent aussi effectuer des placements immobiliers en vue d'assurer la conservation de leur patrimoine.

» Aucune acquisition immobilière ne peut être effectuée sans l'autorisation du Roi.

» Art. 3. Conformément à l'article 910 du Code civil, les dispositions entre vifs ou par testament à leur profit n'ont d'effet qu'autant qu'elles sont autorisées par arrêté royal. Néanmoins, cette autorisation n'est pas requise pour l'acceptation de libéralités purement mobilières dont la valeur n'excède pas 100,000 francs et qui ne sont pas grevées de charges.

» L'article 8 de la loi du 19 décembre 1846 n'est pas applicable aux patrimoines universitaires. »

Art. 2. A l'article 4, deuxième alinéa, de la loi du 5 juillet 1920 accordant la personnalité civile aux universités de l'Etat à Gand et à Liège, les mots « l'administrateur-inspecteur » sont remplacés par les mots « le vice-président du conseil d'administration ».

Art. 3. L'article 3 de la loi du 12 août 1911 accordant la personnalité civile aux universités libres de Louvain et de Bruxelles est remplacé par le texte suivant :

« Art. 3. § 1^{er}. Ces universités peuvent posséder en propriété ou autrement les immeubles nécessaires à l'accomplissement de leur mission. Elles peuvent aussi effectuer des placements immobiliers en vue d'assurer la conservation de leur patrimoine.

» Aucune acquisition immobilière ne peut être effectuée sans l'autorisation du Roi.

» § 2. Conformément à l'article 910 du Code civil, les dispositions entre vifs ou par testament à leur profit n'ont d'effet qu'autant qu'elles sont autorisées par arrêté royal. Néanmoins, cette autorisa-

(1) *Session ordinaire* 1951-1952.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Proposition de loi, n° 474, du 10 juin 1952.

Session ordinaire 1953-1954.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Rapport de M. Gaspar, n° 25, du 19 novembre 1953. — Amendements de M. Eyskens, n° 118, du 15 décembre 1953.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 16 décembre 1953.

SÉNAT.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 92, du 16 décembre 1953. — Rapport de M. Leynen, n° 126, du 19 janvier 1954. — Amendements présentés par le Sénat, n° 282, du 11 février 1954.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 3 février 1954. Adoption. Séance du 11 février 1954.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Rapport de M. De Clerck, n° 294, du 16 février 1954.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 23 février 1954. Adoption. Séance du 25 février 1954.

WETTEN, KONINKLIJKE BESLUITEN EN AKTEN DER REGERING.

MINISTERIE VAN OPENBAAR ONDERWIJS.

11 MAART 1954.

Wet betreffende het vermogen der universiteiten (1).

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, HEIL.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 2 en artikel 3 der wet van 5 Juli 1920 waarbij rechtspersoonlijkheid wordt toegekend aan de rijksuniversiteiten te Gent en te Luik, worden door volgende tekst vervangen :

« Art. 2. Die universiteiten mogen de onroerende goederen in eigendom of anderszins bezitten die ter vervulling van hun zending nodig zijn. Zij mogen eveneens beleggingen in onroerende goederen doen, ten einde de bewaring van hun vermogen te verzekeren.

» Geen verwerving van onroerend goed mag geschieden zonder toestemming van de Koning.

» Art. 3. Overeenkomstig artikel 910 van het Burgerlijk Wetboek, hebben de beschikkingen te hunnen voordele onder levenden of bij testament slechts uitwissel voor zover ze gemachtigd zijn bij koninklijk besluit. Nochtans wordt deze machtiging niet vereist voor de aanvaarding van begiftigingen van louter roerende aard, waarvan de waarde 100,000 frank niet overschrijft en die niet met lasten bezwaard zijn.

» Artikel 8 der wet van 19 December 1846 is niet van toepassing op het vermogen van de universiteiten. »

Art. 2. In artikel 4, tweede lid, van de wet van 5 Juli 1920 houdende toekenning van de rechtspersoonlijkheid aan de rijksuniversiteiten te Gent en te Luik, worden de woorden « de beheerder-toezienaar » vervangen door de woorden « de ondervoorzitter van de raad van beheer ».

Art. 3. Artikel 3 der wet van 12 Augustus 1911 houdende toekenning van rechtspersoonlijkheid aan de vrije universiteiten te Leuven en te Brussel, wordt door volgende tekst vervangen :

« Art. 3. § 1. Die universiteiten mogen de onroerende goederen in eigendom of anderszins bezitten die ter vervulling van hun zending nodig zijn. Zij mogen eveneens beleggingen in onroerende goederen doen, ten einde de bewaring van hun vermogen te verzekeren.

» Geen verwerving van onroerend goed mag geschieden zonder toestemming van de Koning.

» § 2. Overeenkomstig artikel 910 van het Burgerlijk Wetboek, hebben de beschikkingen te hunnen voordele onder levenden of bij testament slechts uitwissel voor zover ze gemachtigd zijn bij

(1) *Gewone zitting* 1951-1952.

KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Parlementaire bescheiden. — Wetsvoorstel, n° 474, van 10 Juni 1952.

Gewone zitting 1953-1954.

KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Parlementaire bescheiden. — Verslag van de heer Gaspar, n° 25, van 19 November 1953. — Amendementen ingediend door de heer Eyskens, n° 118, van 15 December 1953.

Parlementaire Handelingen. — Beraadslagingen en aanneming. Vergadering van 16 December 1953.

SENAAT.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, n° 92, van 16 December 1953. — Verslag van de heer Leynen, n° 126, van 19 Januari 1954. — Amendementen ingediend door de Senaat, n° 282, van 11 Februari 1954.

Parlementaire Handelingen. — Beraadslaging. Vergadering van 3 Februari 1954. — Aanneming. Vergadering van 11 Februari 1954.

KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Parlementaire bescheiden. — Verslag van de heer De Clerck, n° 294, van 16 Februari 1954.

Parlementaire Handelingen. — Beraadslaging. Vergadering van 23 Februari 1954. — Aanneming. Vergadering van 25 Februari 1954.

tion n'est pas requise pour l'acceptation de libéralités purement mobilières dont la valeur n'excède pas 100,000 francs et qui ne sont pas grevées de charges. »

Art. 4. L'article 3 de la loi du 7 juillet 1920 accordant la personnalité civile à l'École des Mines et de Métallurgie, faculté technique de la province de Hainaut, à Mons, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 3. § 1. L'École peut posséder en propriété ou autrement les immeubles nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Elle peut aussi effectuer des placements immobiliers en vue d'assurer la conservation de son patrimoine.

» Aucune acquisition immobilière ne peut être effectuée sans l'autorisation du Roi.

» § 2. Conformément à l'article 910 du Code civil, les dispositions entre vifs ou par testament à leur profit n'ont d'effet qu'autant qu'elles sont autorisées par arrêté royal. Néanmoins, cette autorisation n'est pas requise pour l'acceptation de libéralités purement mobilières dont la valeur n'excède pas 100,000 francs et qui ne sont pas grevées de charges. »

Art. 5. L'article 15 de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois, les facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur et la faculté universitaire Saint-Louis à Bruxelles peuvent effectuer des placements immobiliers en vue d'assurer la conservation de leur patrimoine. Cependant, de telles acquisitions immobilières ne peuvent être effectuées sans l'autorisation du Roi.

» Conformément à l'article 910 du Code civil, les dispositions entre vifs ou par testament à leur profit n'ont d'effet qu'autant qu'elles sont autorisées par arrêté royal. Néanmoins, cette autorisation n'est pas requise pour l'acceptation de libéralités purement mobilières dont la valeur n'excède pas 100,000 francs et qui ne sont pas grevées de charges. »

Art. 6. Les articles 3 et 4 de la loi du 2 juillet 1927 accordant la personnalité civile aux établissements d'enseignement supérieur et aux stations de recherches d'intérêt agricole relevant de l'Etat sont remplacés par le texte suivant :

« Art. 3. § 1^{er}. Les instituts agronomiques de l'Etat à Gand et à Gembloux peuvent posséder en propriété ou autrement les immeubles nécessaires à l'accomplissement de leur mission. Elles peuvent aussi effectuer des placements immobiliers en vue d'assurer la conservation de leur patrimoine.

» Aucune acquisition immobilière ne peut être effectuée sans l'autorisation du Roi.

» Conformément à l'article 910 du Code civil, les dispositions entre vifs ou par testament à leur profit n'ont d'effet qu'autant qu'elles sont autorisées par arrêté royal. Néanmoins, cette autorisation n'est pas requise pour l'acceptation de libéralités purement mobilières dont la valeur n'excède pas 100,000 francs et qui ne sont pas grevées de charges.

» § 2. Les dispositions du § 1^{er} de cet article s'appliquent également à l'École de médecine vétérinaire de l'Etat à Anderlecht-Cureghem, dès que celle-ci sera dotée de la personnalité civile, conformément aux dispositions de l'alinéa 2 de l'article 1^{er}.

» § 3. Les autres institutions citées à l'article 1^{er} ne peuvent posséder en propriété ou autrement que les immeubles nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

» Conformément à l'article 910 du Code civil, les dispositions entre vifs ou par testament à leur profit n'ont d'effet qu'autant qu'elles sont autorisées par arrêté royal. Néanmoins, cette autorisation n'est pas requise pour l'acceptation de libéralités purement mobilières dont la valeur n'excède pas 100,000 francs et qui ne sont pas grevées de charges.

» L'arrêté qui autorise l'acceptation d'une libéralité dans laquelle un immeuble est compris détermine, s'il y a lieu, le délai dans lequel l'immeuble devra être réalisé.

koninklijk besluit. Nochtans wordt deze machtiging niet vereist voor de aanvaarding van begiftigingen van louter roerende aard, waarvan de waarde 100,000 frank niet overschrijdt en die niet met lasten bezwaard zijn. »

Art. 4. Artikel 3 der wet van 7 Juli 1920 tot verlening van rechts-persoonlijkheid aan de School voor Mijabouw en Metaarbewerking, technische faculteit van de provincie Henegouwen, te Bergen, wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 3. § 1. De School mag de onroerende goederen in eigendom of anderszins bezitten die ter vervulling van haar zending nodig zijn. Zij mag eveneens beleggingen in onroerende goederen doen, ten einde de bewaring van haar vermogen te verzekeren.

» Geen verwerving van onroerend goed mag geschieden zonder toestemming van de Koning.

» § 2. Overeenkomstig artikel 910 van het Burgerlijk Wetboek, hebben de beschikkingen te hunnen voordele onder levenden of bij testament slechts uitwerksel voor zover ze gemachtigd zijn bij koninklijk besluit. Nochtans wordt deze machtiging niet vereist voor de aanvaarding van begiftigingen van louter roerende aard, waarvan de waarde 100,000 frank niet overschrijdt en die niet met lasten bezwaard zijn. »

Art. 5. Artikel 15 der wet van 27 Juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgoederen rechtspersoonlijkheid wordt verleend, wordt aangevuld als volgt :

« Evenwel mogen de universitaire faculteiten « Notre-Dame de la Paix » te Namen en de universitaire faculteit Sint-Aloysius te Brussel beleggingen in onroerende goederen doen, ten einde de bewaring van hun vermogen te verzekeren. Een dergelijke verwerving van onroerende goederen mag echter niet geschieden zonder toestemming van de Koning.

» Overeenkomstig artikel 910 van het Burgerlijk Wetboek, hebben de beschikkingen te hunnen voordele onder levenden of bij testament slechts uitwerking voor zover ze gemachtigd zijn bij koninklijk besluit. Nochtans wordt deze machtiging niet vereist voor de aanvaarding van begiftigingen van louter roerende aard, waarvan de waarde 100,000 frank niet overschrijdt en die niet met lasten bezwaard zijn. »

Art. 6. Artikel 3 en artikel 4 van de wet van 2 Juli 1927 waarbij de rechtspersoonlijkheid verleend wordt aan de inrichtingen voor hoger onderwijs en aan de van het Rijk afhangelde stations voor landbouwkundige opzoekingen, worden door de volgende vervangen :

« Art. 3. § 1. De Rijkslandbouwhogescholen te Gent en te Gembloux mogen de onroerende goederen in eigendom of anderszins bezitten die ter vervulling van hun zending nodig zijn. Zij mogen eveneens beleggingen doen in onroerende goederen, ten einde de bewaring van hun vermogen te verzekeren.

» Geen verwerving van onroerend goed mag geschieden zonder de toestemming van de Koning.

» Overeenkomstig artikel 910 van het Burgerlijk Wetboek, hebben de beschikkingen te hunnen voordele onder levenden of bij testament slechts uitwerking voor zover ze gemachtigd zijn bij koninklijk besluit. Nochtans wordt deze machtiging niet vereist voor de aanvaarding van begiftigingen van louter roerende aard, waarvan de waarde 100,000 frank niet overschrijdt en die niet met lasten bezwaard zijn.

» § 2. De bepalingen van § 1 van dit artikel zijn eveneens van toepassing op de Rijksveeartsenijschool te Anderlecht-Kuregem, zodra deze rechtspersoonlijkheid heeft verkregen, overeenkomstig het bepaalde in artikel 1, tweede lid.

» § 3. De andere onder artikel 1 vermelde inrichtingen mogen slechts in eigendom of anderszins de onroerende goederen bezitten die ter vervulling van hun zending nodig zijn.

» Overeenkomstig artikel 910 van het Burgerlijk Wetboek hebben de beschikkingen te hunnen voordele onder levenden of bij testament slechts uitwerking voor zover ze gemachtigd zijn bij koninklijk besluit. Nochtans wordt deze machtiging niet vereist voor de aanvaarding van begiftigingen van louter roerende aard, waarvan de waarde 100,000 frank niet overschrijdt en die niet met lasten bezwaard zijn.

» Het besluit dat de aanvaarding toelaat van een begiftiging, waarin een onroerend goed begrepen is, bepaalt zo nodig de termijn binnen welke het onroerend goed in roerend goed moet worden omgezet.

» Art. 4. L'article 8 de la loi du 19 décembre 1846 n'est pas applicable aux institutions visées à l'article 1^{er}. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 mars 1954.

» Art. 4. Artikel 8 van de wet van 19 December 1846 is niet van toepassing op bij artikel 1 bedoelde inrichtingen. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt worde.

Gegeven te Brussel, 11 Maart 1954.

BAUDOUIN.

Par le Roi :
Le Ministre de l'Instruction publique,

Van Koningswege :
De Minister van Openbaar Onderwijs,

P. HARMEL.

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,

du BUS de WARNAFFE.

MINISTERE DES COMMUNICATIONS.

23 MARS 1954. — Loi autorisant le Roi à réglementer la pratique du camping dans le but d'assurer, en cette matière, l'hygiène, la sécurité, la tranquillité et la moralité publiques (1).

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le Roi est autorisé à réglementer la pratique du camping dans le but d'assurer, en cette matière, l'hygiène, la sécurité, la tranquillité et la moralité publiques.

Art. 2. Les infractions aux arrêtés qui seront pris en exécution de la présente loi seront punies d'une amende de 1 franc à 25 francs et d'un emprisonnement de un jour à sept jours, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 3. Sans préjudice de la compétence attribuée aux officiers de police judiciaire, les agents de la police communale et les fonctionnaires et agents du Commissariat général au tourisme désignés par le Roi à cette fin sont chargés de rechercher et de constater par des procès-verbaux les infractions aux arrêtés qui seront pris en exécution de la présente loi. Ces procès-verbaux font foi jusqu'à preuve contraire.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 23 mars 1954.

BAUDOUIN.

Par le Roi :
Le Ministre des Communications,

Van Koningswege :
De Minister van Verkeerswezen,

P.-W. SEGERS.

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,

du BUS de WARNAFFE.

MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN.

23 MAART 1954. — Wet waarbij de Koning er toe gemachtigd wordt de beoefening van het kamperen te regelen ten einde op dat gebied de openbare hygiëne, veiligheid, rust en zedelijkheid te verzekeren (1).

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. De Koning wordt er toe gemachtigd de beoefening van het kamperen te regelen ten einde op dat gebied de openbare hygiëne, veiligheid, rust en zedelijkheid te verzekeren.

Art. 2. De overtredingen van de besluiten die ter uitvoering van deze wet zullen worden genomen, worden gestraft met geldboete van 1 frank tot 25 frank en met gevangenisstraf van één tot zeven dagen, of met één van die straffen alleen.

Art. 3. Onverminderd de bevoegdheid aan de officieren van gerechtelijke politie toegekend, worden de agenten van de gemeentelijke politie en de ambtenaren en beambten van het Commissariaat-generaal voor toerisme, door de Koning daartoe aangeduid, belast met het opsporen en het vaststellen door middel van processen-verbaal, van de overtredingen van de besluiten welke ter uitvoering van deze wet zullen worden genomen. Deze processen-verbaal hebben bewijskracht tot het gedeelte bewezen is.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt worde.

Gegeven te Brussel, 23 Maart 1954.

(1) Session ordinaire 1951-1952.
SÉNAT.

Documents parlementaires. — Projet de loi et exposé des motifs, n° 333, du 29 mai 1952.

Session ordinaire 1953-1954.
SÉNAT.

Documents parlementaires, — Rapport, n° 203, du 18 février 1954.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 24 février 1954.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Projet de loi transmis par le Sénat, n° 344, du 25 février 1954. — Rapport, n° 359, du 2 mars 1954.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 2 mars 1954.

(1) Gewone zitting 1951-1952.
SENAAT.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp en memorie van toelichting, n° 333, van 29 Mei 1952.

Gewone zitting 1953-1954.
SENAAT.

Parlementaire bescheiden. — Verslag, n° 203, van 18 Februari 1954.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 24 Februari 1954.

KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp overgemaakt door de Senaat, n° 344, van 25 Februari 1954. — Verslag, n° 359, van 2 Maart 1954.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 Maart 1954.